

Langue et intégration: une responsabilité partagée / *Sprache und Integration: eine gemeinsame Verantwortung*

Adrian Gerber & Myriam Schleiss | Bern

L'intégration est définie en Suisse comme un processus multilatéral impliquant à la fois des responsabilités politiques, sociales et individuelles. À ces trois niveaux, l'apprentissage de la langue est indiscutablement considéré comme un facteur-clé. Grâce au projet «fide | Français, Italiano, Deutsch en Suisse – Apprendre, enseigner, évaluer», l'enseignement des langues nationales se base consciemment et de manière plus systématique sur les besoins réels de la population migrante, en accord avec les exigences actuelles de la société.

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur les étrangères et les étrangers en 2008, la Confédération a fixé les principes d'une politique d'intégration pluridisciplinaire, impliquant nécessairement la coordination entre les différents acteurs concernés. En tant que tâche transversale, elle fait appel à tous les niveaux politiques – Confédération, cantons et communes – et à tous les domaines de la société, institutions étatiques et non-étatiques confondues.

Dès 2008, à la suite de deux mandats parlementaires, le Conseil fédéral a procédé à un examen global de sa politique d'intégration. Les conclusions ont montré que dans l'ensemble la voie suivie avait porté ses fruits et qu'il convenait de la poursuivre tout en la renforçant ponctuellement. Ainsi, la révision partielle de la Loi sur les étrangères et les

Integration wird in der Schweiz als ein multilateraler Prozess verstanden, der gleichermassen eine politische, soziale und individuelle Verantwortung einschliesst. Auf diesen drei Ebenen wird der Spracherwerb ganz klar als ein Schlüsselfaktor betrachtet. Dank dem Projekt «fide | Français, Italiano, Deutsch in der Schweiz – lernen, lehren, beurteilen» baut der Unterricht der Landessprachen bewusst und systematischer auf den tatsächlichen Bedürfnissen der Migrationsbevölkerung auf und berücksichtigt dabei die heutigen Anforderungen der Gesellschaft.

Mit dem Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, das 2008 in Kraft trat, hat der Bund die Grundsätze einer interdisziplinären Integrationspolitik festgelegt, die eine Koordination zwischen den verschiedenen Akteuren im Integrationsbereich voraussetzt. Als Querschnittaufgabe betrifft sie alle politischen Ebenen – Bund, Kantone und Gemeinden – und alle Bereiche der Gesellschaft, die sowohl staatliche als auch nicht staatliche Institutionen umfassen.

Seit 2008 hat der Bundesrat in Erfüllung von zwei parlamentarischen Aufträgen seine Integrationspolitik einer Gesamtprüfung unterzogen. Er kam dabei zum Schluss, dass der eingeschlagene Weg sich insgesamt bewährt hatte und dass dieser weitergeführt und punktuell verstärkt werden soll. Somit bestätigt und ergänzt die vom Bundesrat im Frühjahr 2013 vorgeschlagene Teilrevision des Ausländergesetzes die Ziele einer nationalen Integrationspolitik, wobei der Akzent auf angepasste Fördermassnahmen und individuelle Verantwortung im Integrationsprozess gelegt wird.

Bezüglich der im Entwurf zur Revision des Ausländergesetzes erwähnten Integrationskriterien liegt das Augenmerk des Bundesrates insbesondere auf dem Erlernen einer Landessprache. Die Schweiz verfügte nämlich bislang über kein angemessenes und bewährtes Instrument zur Beurteilung der Sprachkompetenzen von Migrantinnen und Migranten auf nationaler Ebene. Deshalb wurde das Bundesamt für Migration damit beauftragt, ein Referenzkonzept für die sprachliche Förderung von Migrantinnen und Migranten in der ganzen Schweiz zu erarbeiten. Dieses Konzept mit dem Titel «Rahmencurriculum für die sprachliche Förderung von Migrantinnen und Migranten» wurde 2009



étrangers, proposée par le Conseil fédéral au printemps 2013, confirme et complète les objectifs d'une politique nationale d'intégration, en insistant sur les mesures d'encouragement adaptées et sur la notion de responsabilité individuelle dans le processus d'intégration.

Parmi les critères d'intégration évoqués dans le projet de révision de la loi, celui de l'apprentissage d'une langue nationale a retenu tout particulièrement l'attention du Conseil fédéral. En effet, la Suisse ne disposait pas, jusqu'alors, d'un instrument national adapté et ayant fait ses preuves pour évaluer les compétences linguistiques des migrantes et des migrants. C'est pourquoi l'Office fédéral des migrations a été chargé d'élaborer un concept de référence pour l'encouragement linguistique des migrant-e-s sur tout le territoire. Ce concept sera publié en 2009 sous le titre «Curriculum-cadre pour l'encouragement linguistiques des migrants». Ce sont les divers projets issus de ce Curriculum-cadre qui ont mené, en mai 2012, à la présentation publique du projet «fide | Français, Italiano, Deutsch en Suisse – Apprendre, enseigner et évaluer», lors d'une conférence nationale en la présence de Mme la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga.

Alors même que la politique migratoire est souvent au centre de débats politiques importants en Suisse, il existe pourtant un large consensus autour du rôle-clé de l'apprentissage de la langue en matière d'intégration. Les exigences de la vie en société sont multiples et mobilisent un grand nombre de ressources: parmi elles, des connaissances suffisantes de la langue parlée et écrite sont incontournables. En effet, sans aucune connaissance de la langue locale, les tâches quotidiennes les plus simples – répondre au téléphone, commander un café ou demander son chemin – deviennent autant d'obstacles décourageant les migrant-e-s de participer pleinement à la vie en société. Dans les situations de communication complexes comme le travail, la santé, l'administration, l'école publique, la mauvaise compréhension de la langue peut avoir de graves conséquences. En restant totalement dépendante d'un interprète, une personne étrangère ne peut que très difficilement trouver sa place dans la société: l'incapacité de comprendre et de se faire comprendre, avec les sentiments de dévalorisation et de frustration qui l'accompagnent, mène quasi inévitablement à la marginalisation, à l'exclusion. L'égalité des chances, un des objectifs fondamentaux de la politique d'intégration de la Confédération, ne peut être garantie que si l'accès à la langue locale est possible.

En se fondant sur le principe «encourager et exiger» («fördern und fordern»), la Confédération a lancé en 2010 un plan d'intégration avec un certain nombre de mesures pour atteindre les objectifs d'une politique d'intégration ambitieuse: faire de l'égalité des chances une réalité grâce à l'exploitation des potentiels existants, au respect de la diversité et au renforcement de la responsa-



veröffentlicht. Aus diesem Rahmencurriculum sind verschiedene Projekte hervorgegangen, die wiederum zur öffentlichen Präsentation des Projekts «fide | Français, Italiano, Deutsch in der Schweiz – lernen, lehren, beurteilen» durch Bundesrätin Simonetta Sommaruga an einer nationalen Konferenz im Mai 2012 geführt haben.

Die Migrationspolitik steht häufig im Zentrum der wichtigen politischen Debatten in der Schweiz. Dabei herrscht aber breites Einvernehmen darüber, dass dem Spracherwerb eine Schlüsselfunktion bei der Integration zukommt. Die Anforderungen an das gesellschaftliche Zusammenleben sind vielfältig und setzen unter anderem ausreichende mündliche und schriftliche Sprachkenntnisse voraus. Ohne jegliche Kenntnisse der lokalen Sprache werden die einfachsten Aufgaben des Alltags – einen Telefonanruf beantworten, einen Kaffee bestellen oder nach dem Weg fragen – zu Hürden, welche die Migrantinnen und Migranten davon abhalten, voll und ganz am gesellschaftlichen Leben teilzunehmen. In komplexen Kommunikationssituationen, beispielsweise im Umfeld der Arbeit, der Gesundheit, der Verwaltung oder der öffentlichen Schule, kann sich ein schlechtes Sprachverständnis äusserst nachteilig auswirken. Eine ausländische Person, die vollkommen abhängig bleibt von einer Dolmetscherin oder einem Dolmetscher, findet nur sehr schwer ihren Platz in der Gesellschaft. Denn die mangelnde Fähigkeit zu verstehen und sich verständlich zu machen, begleitet von Frustration und Minderwertigkeitsgefühlen, führt fast unweigerlich zu Ausgrenzung und Ausschluss. Die Chancengleichheit als eines der grundlegenden Ziele der Integrationspolitik des Bundes kann nur gewährleistet werden, wenn ein Zugang zur lokalen Sprache besteht.

Les exigences linguistiques des situations quotidiennes auxquelles les membres d'une société sont confrontés peuvent être décrites. En effet, elles sont socialement codifiées et se déroulent d'une manière généralement prévisible.

bilité individuelle dans le processus d'intégration. Les exigences de la société envers les résidents étrangers ne sont pas différentes de celles qu'elle pose pour tous ses membres: se former, trouver un travail, s'assurer, déclarer ses revenus, envoyer les enfants à l'école... c'est-à-dire être capables d'accomplir de la manière la plus autonome possible les mêmes tâches que tous les habitants du pays. En ce sens, le fait d'apprendre la langue locale est une exigence légitime, un prérequis pour pouvoir faire face aux contraintes de la société. Les exigences linguistiques des situations quotidiennes auxquelles les membres d'une société sont confrontés peuvent être décrites. En effet, la plupart de ces situations – la visite chez le médecin, l'entretien d'embauche, l'achat d'un abonnement de train – sont socialement codifiées et se déroulent d'une manière généralement prévisible. Ces situations sont autant de scénarios quotidiens, faisant appel à un répertoire précis de mots, de phrases, de tournures, d'éléments socio-culturels. Un apprentissage de la langue basé sur ces scénarios descriptibles, connus et récurrents, donne des résultats immédiatement applicables dans la réalité. Grâce à la pédagogie actionnelle de *fide*, le cours de langue permet à la personne migrante d'identifier les scénarios fréquents de sa vie quotidienne et de les exercer de manière réaliste; ainsi, elle prend la responsabilité de la construction de sa compétence linguistique, en adaptant l'apprentissage à ses besoins et en garantissant l'utilité pratique, un facteur de motivation considérable dans tout processus d'apprentissage. En misant avec le projet *fide* sur un enseignement de la langue locale orienté vers l'action pratique, la Confédération s'assure que les exigences posées par sa politique d'intégration soient adaptées aux impératifs de notre société. Mais l'intégration n'est pas seulement le fait de la langue, et elle ne dépend pas uniquement de la participation active des personnes immigrées. Les efforts déployés par la Confédération et les cantons dans le domaine de la lutte contre les discriminations le prouvent. C'est pourquoi le projet *fide* s'adresse aussi à la population et aux institutions locales, parties prenantes de l'intégration des étrangères et étrangers. Les films tournés dans le cadre du projet montrent des personnes migrantes en interaction naturelle avec des personnes natives de la langue. Ainsi, on constate aisément

Gestützt auf den Grundsatz «fördern und fordern» rief der Bund 2010 einen Integrationsplan ins Leben. Dieser sieht eine Reihe von Massnahmen vor, um die Ziele einer ehrgeizigen Integrationspolitik zu erreichen: Chancengleichheit soll eine Realität werden, indem man bestehende Potenziale nutzt, die Vielfalt anerkennt und die individuelle Verantwortung im Integrationsprozess verstärkt. Die Anforderungen der Gesellschaft an die hier lebenden Ausländerinnen und Ausländer unterscheiden sich nicht von denjenigen, die an alle Mitglieder der Gesellschaft gestellt werden: eine Ausbildung absolvieren, eine Arbeitsstelle finden, die notwendigen Versicherungen abschliessen, das Einkommen versteuern, die Kinder zur Schule schicken usw. Das heisst, sie müssen die gleichen Aufgaben wie alle anderen Bewohnerinnen und Bewohner des Landes so selbstständig wie möglich erledigen können. In diesem Sinne ist das Erlernen der lokalen Sprache eine berechtigte Forderung und eine Grundvoraussetzung, um den Erfordernissen der Gesellschaft gewachsen zu sein.

*Die sprachlichen Anforderungen der Alltagssituationen, mit denen die Mitglieder einer Gesellschaft konfrontiert sind, können beschrieben werden. Denn die meisten dieser Situationen – Arztbesuch, Vorstellungsgespräch, Kauf eines Bahnabonnements usw. – unterliegen einem sozialen Kodex und sind in ihrem Ablauf mehr oder weniger vorhersehbar. Diese Situationen entsprechen Szenarien des Alltags, in denen ein bestimmtes Repertoire an Wörtern, Sätzen, Formulierungen und soziokulturellen Elementen eingesetzt wird. Wenn der Spracherwerb auf solchen beschreibbaren, bekannten und wiederkehrenden Szenarien basiert, sind die Ergebnisse unmittelbar in der Realität anwendbar. Die handlungsorientierte Unterrichtsmethode von *fide* ermöglicht den Migrantinnen und Migranten, häufige Szenarien aus ihrem Alltag zu identifizieren und realitätsnah einzuüben. Sie übernehmen die Verantwortung für den Aufbau ihrer Sprachkompetenzen, indem sie den Spracherwerb an ihre Bedürfnisse anpassen und den praktischen Nutzen gewährleisten – was ein beträchtlicher Motivationsfaktor in jedem Lernprozess ist. Mit dem Projekt *fide* setzt der Bund auf eine Vermittlung der lokalen Sprache, die sich an den Handlungen in der Praxis orientiert. Er stellt damit sicher, dass die im Rahmen der Integrationspolitik gestellten Anforderungen in Einklang mit den Verpflichtungen unserer Gesellschaft stehen.*

*Integration ist aber nicht nur eine Sache der Sprache, und sie hängt nicht alleine vom aktiven Beitrag der zugewanderten Menschen ab. Dies zeigen nicht zuletzt die Bestrebungen des Bundes und der Kantone im Bereich der Diskriminierungsbekämpfung. Deshalb richtet sich das Projekt *fide* auch an die Bevölkerung und die lokalen Institutionen, die unmittelbar an der Integration von Ausländerinnen und Ausländern beteiligt sind. Die Filme, die im Rahmen des Projekts entstanden sind, zeigen Migrantinnen und Migranten in natürlicher*

ment que le médecin, le responsable des ressources humaines ou l'employée de l'administration communale utilisent de manière inconsciente des stratégies diverses – gestes, reformulations, questions – pour faciliter la conversation. La qualité de la communication dans une société multiculturelle est un défi que nous devons relever ensemble, à la fois par un encouragement systématique de l'apprentissage de la langue locale par les migrant-e-s, mais aussi par une plus grande attention à la sensibilisation de la population locale.

Adrian Gerber

Chef de la division Intégration, ODM.

Myriam Schleiss

Coordinatrice du projet *fide*, division Intégration, ODM.

Après s'être enregistrés, les utilisateurs ont un libre accès à tous les documents du projet *fide* sur le portail web www.fide-info.ch.

Les photos de la première partie de ce numéro de *Babylonia* font partie de la collection des cartes-photos qui peuvent être utilisées pour illustrer les scénarios dans les cours de langues. (photographe: Patrik Fuchs, Zurich)

Interaktion mit muttersprachigen Personen. Dabei ist zu beobachten, dass der Arzt, der Personalverantwortliche oder die Mitarbeiterin der Gemeindeverwaltung unbewusst verschiedene Strategien anwenden – Gesten, Umformulierungen, Fragen – um das Gespräch zu erleichtern. Die Qualität der Kommunikation in einer multikulturellen Gesellschaft ist eine Herausforderung, die wir gemeinsam annehmen müssen. Dies gelingt, indem wir einerseits die Migrantinnen und Migranten systematisch beim Erlernen der lokalen Sprache fördern und andererseits eine stärkere Sensibilisierung der einheimischen Bevölkerung anstreben.

Adrian Gerber

Chef Abteilung Integration, BFM.

Myriam Schleiss

Koordinatorin des Projekts *fide*, Abteilung Integration, BFM.

Alle im Projekt fide entstandenen Materialien sind auf dem Webportal www.fide-info.ch (nach kostenloser Registrierung) frei zugänglich.

Die Fotos im ersten Teil dieser Babylonia-Nummer stammen aus den fide Fotokarten-Sets, welche im Unterricht zur Illustration der Szenarien eingesetzt werden können. (Fotograf: Patrik Fuchs, Zürich)

«Une prise de conscience et de confiance»

Phase-pilote de *fide*, septembre à décembre 2011

Afin de garantir l'efficacité des outils développés dans le cadre du projet *fide*, une phase pilote, de septembre à décembre 2011, a permis à 11 formatrices et formateurs de cinq institutions dans les cantons d'Argovie, de Soleure et de Vaud (machbar, ECAP, K5-Kurszentrum, Français en Jeu, CCMB) d'appliquer les principes didactiques de *fide* dans leur classe. Les résultats de cette phase étaient éloquentes (voir encadré). Les participants ont unanimement apprécié le fait d'apprendre à maîtriser des situations concrètes et quotidiennes. «*Avant, dans un autre cours de français, j'ai dû lire un livre. C'était bien, mais ce n'était pas très utile. Maintenant, j'ai appris à téléphoner à la gérance, à aller aux objets trouvés, et à appeler le 144: ça, c'était vraiment important pour moi.*» C'est ainsi que s'exprime

une apprenante macédonienne, en Suisse depuis plus de 20 ans, à la fin du cours-pilote *fide* qu'elle a pu suivre à l'Association Français en Jeu à Lausanne. Avec *fide*, les migrant-e-s sortent du cours avec des clés dont ils constatent très vite l'utilité. Pour les formatrices et formateurs, cela signifie parfois un petit changement de repères: les scénarios de *fide* ne suivent pas la logique de progression à laquelle les méthodes de langues usuelles les ont habitués. Avec *fide* le programme n'est pas déterminé par des niveaux ou des éléments grammaticaux, mais bien par les besoins des participant-e-s. Ainsi, dans une classe hétérogène, la négociation des objectifs prioritaires sera fréquente. Ce moment a toute son importance, car le fait d'apprendre à identifier et à formuler ses besoins est un pas important vers une plus grande autonomie. Il en va de même avec l'auto-évaluation des progrès, jugée très positive par